

## **Cenon (Gironde) : déclaration pour la « Gauche alternative d'opposition à l'austérité » pour l'élection au poste de maire**

lundi 31 mars 2014, par [HERAUD Christine](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2014).

Je présente ma candidature à la fonction de maire, dans le cadre de la politique que j'ai défendue avec mes colistiers du NPA, de Ensemble, du PG et tous ceux sans étiquette de la liste « Gauche alternative d'opposition à l'austérité ».

Nous avons présenté dans cette campagne municipale une liste unitaire, à la gauche des partis gouvernementaux, PS et EELV et leurs alliés communistes, pour dénoncer les politiques d'austérité et défendre une alternative d'urgence sociale, pour une autre répartition des richesses.

Nous sommes en désaccord de fond avec la majorité municipale, même si nous approuvons depuis des années au conseil municipal un certain nombre de ses actions. Nous dénonçons sa soumission aux logiques libérales du gouvernement Hollande, qui à la suite de Sarkozy, invoque les mêmes réalités économiques de la mondialisation, pour s'en prendre aux salariés et aux classes populaires, leur faire payer la crise, au bénéfice du MEDEF, des actionnaires et des classes les plus riches. Les milliards donnés en cadeau aux grandes entreprises, à fonds perdus, vident les caisses de l'Etat au détriment de la collectivité, avec pour conséquence la liquidation des services publics, la régression de la protection sociale, la précarisation des emplois publics...

Les communes n'échappent pas à la cure d'austérité et la baisse des dotations d'Etat (3 milliards sur les deux années 2014 et 2015) va les mettre en difficulté pour faire face aux besoins des populations. Cenon n'échappe pas à la règle. Quoi que dise M. le Maire de notre bonne ville, où selon lui, il fait si bon vivre, la crise n'épargne pas ses habitants : Cenon reste une ville pauvre. Dans les quartiers, la misère grandit, avec le chômage qui, ce mois-ci encore bat de nouveaux records, la précarité s'installe dans beaucoup de foyers cenonnais, la jeunesse, maltraitée, reste sans perspectives.

Ce sont les politiques d'austérité menées par le gouvernement Hollande, hostiles aux plus pauvres, que la population a sanctionné dimanche, en donnant à la liste de la majorité municipale un sérieux avertissement, en la faisant chuter de 9,75 points et en lui faisant perdre deux sièges. Au niveau national, le Parti socialiste n'a jamais connu un tel naufrage. Il paie la déception, le dégoût de ceux qui ont cru au président qui disait : « *le changement, c'est maintenant !* »

Et c'est l'UMP qui tire profit ici, à Cenon, de ce désaveu ; l'UMP qui pendant plus de 10 ans, de Chirac à Sarkozy, de scandales financiers en affaires en tous genres, a attaqué le droit du travail, les services publics, la protection sociale, dans un climat sécuritaire, raciste et xénophobe qui a fait le lit du FN et de tout ce que le pays compte de plus réactionnaire et rétrograde.

Ces mêmes politiques anti-ouvrières, anti-pauvres, menées successivement par les partis gouvernementaux de droite et de gauche écoèrent et désorientent bien des électeurs qui ont donné leurs voix au FN comme chez nos voisins de Lormont (où le FN atteint presque les 22 %) ou qui se détournent du vote et font de l'abstention la grande gagnante du scrutin dans nos quartiers populaires. Ce qui est tout aussi inquiétant.

Nous avons pour notre part, le Npa et une partie du Front de Gauche (PG et Ensemble), présenté une liste représentative de la population des quartiers les plus défavorisés, ouvriers et employés du privé et du public, chômeurs, jeunes et retraités, pour que puisse s'exprimer la révolte de ceux à qui on ne donne jamais la parole. L'opposition à gauche du gouvernement que nous représentons a enregistré 10,83 %, soit une progression de 2,68. Dans le système actuel de représentation antidémocratique que sont les conseils municipaux, nous n'augmentons pas notre nombre d'élus. La proportionnelle intégrale nous en aurait au moins donné 3. Mais quand 67,29 % donne à la majorité 85,7% des sièges, 10,83 n'en donnent que 2,85%. Des majorités qui ne le sont qu'en ignorant un taux d'abstention de plus de la moitié des électeurs. Et qui ignorent aussi que ce scrutin écarte toutes les familles immigrées à qui on refuse ce droit élémentaire de pouvoir désigner leurs représentants au Conseil municipal ou d'être élus eux-mêmes, alors qu'ils vivent à nos côtés dans les quartiers, travaillent et paient leurs impôts sur la commune. Encore une promesse du PS depuis Mitterrand jusqu'à Hollande, qui n'a jamais été honorée.

Comme je l'ai fait durant les deux mandats que j'ai effectués dans ce conseil municipal, cette fois avec mes camarades du FdG qui ont fait le choix de l'opposition, je continuerai à me faire le porte-parole de la population la plus déshéritée et le relais de leurs luttes et de leurs mobilisations. Je continuerai à faire entendre et à porter les exigences et les revendications du monde du travail, des quartiers, des jeunes et de tous les laissés pour compte. Je ferai entendre une voix d'opposition de gauche au gouvernement et à ses relais locaux, tout en dénonçant nos adversaires que sont la droite et l'extrême-droite.

Il est évident qu'une commune et un maire ne peuvent pas tout. Mais une municipalité fidèle aux intérêts de sa population devrait mettre tous ses moyens en œuvre et aujourd'hui plus que jamais, pour la soutenir, l'aider à s'organiser et à lutter à tous les niveaux :

- Pour l'emploi, contre les licenciements, contre la précarité, en commençant elle-même par transformer tous ses contrats précaires en emplois statutaires.
- Pour le retour en régie publique, organisée et contrôlés par les salariés et les usagers, de tous les services que sont l'eau, les transports, les déchets, le chauffage urbain, la petite enfance...
- Pour une priorité au logement de qualité accessible aux plus petits budgets, dans le cadre d'un service public du logement à créer
- Elle devrait liquider la vidéosurveillance au profit de politiques de prévention passant par l'emploi et la lutte contre la précarité, et donner aux jeunes des lieux accessibles en nombre suffisant pour discuter, s'organiser et lutter pour leurs droits et leur avenir.

Ce sont toutes ces luttes au service desquelles la Municipalité devrait mettre l'ensemble de ses moyens en donnant la parole à ceux à qui on ne la donne jamais. Pour inverser le rapport des forces. Cela suppose une démocratie locale directe, c'est-à-dire d'associer le plus grand nombre non seulement aux débats mais aux décisions, y compris le vote du budget. La population des quartiers, la jeunesse, les salariés de la commune, doivent pouvoir discuter et décider de tous les choix qui concernent la collectivité. Et avoir les moyens de contrôler leur application.

C'est sur cette base et ces orientations que je présente ma candidature à la fonction de maire, en revendiquant tout particulièrement de le faire en tant que femme, dans ces élections de maires où plus de 80 % des élus seront des hommes.

**Christine Héraud**

---

---

**P.-S.**

\* <http://iefes.org/spip.php?article55>